

Mentions légales

Le site Internet « CESPPLUSUR » est édité et géré par le service de la communication :

Préfecture de police

Cabinet du préfet de police

Service de la communication

9 bd du Palais – 75004 Paris

Tél : 01 53 71 53 73

Directeur de la publication : Xavier Castaing, chef du service de la communication.

Hébergement

Ministère de l'Intérieur

Place Beauvau

75008 Paris

Traitement des données personnelles

Conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 (BOEM 160* et 722), la collecte, l'enregistrement et la conservation automatisés d'informations nominatives s'effectuent sur ce site Internet dans le cadre de la

l'intitulé du lien est cependant souhaitée. Il est recommandé que l'ouverture de cette page se fasse dans une fenêtre indépendante du navigateur.

Toutefois, la préfecture de police se réserve le droit de demander la suppression de lien vers des sites dont l'objet s'avèrerait non conforme à l'objet de son site, diffuseraient des informations à caractère raciste, pornographique ou xénophobe ou étant de nature à heurter la sensibilité du public.

Contenu du site

Avertissement

Malgré tout le soin apporter par nos équipes éditoriales et techniques à la rédaction et la mise en ligne des documents, des erreurs typographiques ou des inexactitudes techniques ne peuvent être exclues. La préfecture de police se réserve le droit de les corriger à tout moment dès qu'elles sont portées à sa connaissance.

Les informations et les documents contenus sur le site www.cespplussur.interieur.gouv.fr sont susceptibles de faire l'objet de mise à jour à tout moment. Ils peuvent faire l'objet de mises à jour entre le moment de leur téléchargement par l'internaute et celui où il en prend connaissance.

Liens

Des liens vers d'autres sites, publics ou privés, sont proposés sur le site www.cespplussur.interieur.gouv.fr afin de faciliter l'accès à l'information de l'internaute.

Ces sites n'engagent pas la responsabilité de la préfecture de police quant à leur contenu.